

« Un pic de tension spectaculaire dans un monde déjà en mutation »

par Hubert Védrine*

(*Le Monde*, 9 septembre 2011)

Comment avez-vous vécu les premières heures des attentats du 11-Septembre ?

J'étais à l'Assemblée nationale, devant les commissions des affaires étrangères et de la défense, avec Alain Richard. Au début, pas plus que les autres, je n'ai réalisé ce qui se passait. Et puis, avec l'évidence de l'attentat, de l'attaque, j'ai regagné mon bureau au ministère et, en regardant les télévisions, j'ai joint au téléphone nos diplomates au consulat, ou à l'ONU, et des amis personnels, à New York.

Très vite, j'ai pensé au terrorisme islamique comme une piste sérieuse : il y avait déjà eu les années précédentes des attentats, ou des tentatives, contre des intérêts américains aux Etats-Unis (World Trade Center) ou dans le monde, et des menaces enflammées de la part d'islamistes radicaux. Puis, très vite, la concertation s'est organisée entre le président, le premier ministre, le ministre de la défense et moi sur l'analyse de l'événement, les réactions à avoir, les suites militaires et diplomatiques, etc.

La légitimité d'une riposte américaine nous est apparue évidente au titre de la Charte des Nations unies et de la légitime défense, et nous l'avons dit au Conseil de sécurité. Nous avons même proposé, au sein de l'OTAN, que l'on invoque le fameux article 5 - la pierre de touche - selon lequel une attaque contre un allié est une attaque contre tous les alliés. Donald Rumsfeld a jugé cela superflu !

Ce n'est que plus tard que les Etats-Unis ont voulu qu'il y ait en Afghanistan une opération de l'OTAN, à côté de la leur.

S'agit-il, selon vous, d'un événement qui a constitué une rupture dans l'histoire des relations internationales ou est-ce un simple pic de tension antioccidental ?

Oui ce fut, bien sûr, un pic de tension extrême et spectaculaire, conçu pour cela par ses instigateurs, entre "l'islam" et "l'Occident", mais je ne mettrais pas cette tragédie sur le même plan que la fin de la seconde guerre mondiale, le début de la guerre froide ou la disparition de l'URSS à la fin 1991, dates charnières des relations internationales.

L'événement majeur de l'époque - la fin du monopole occidental de la puissance et la montée des pays émergents (la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, l'Afrique du Sud et une quarantaine d'autres pays) -, cette gigantesque redistribution des cartes avait commencé bien avant le 11-Septembre et s'est poursuivie et amplifiée depuis. Répliquer en Afghanistan, abattre le régime taliban qui avait abrité Al-Qaida était justifié et indispensable.

Prétendre créer, de l'extérieur, un Afghanistan moderne était illusoire. Et surtout, c'était une erreur tragique de proclamer, comme l'a fait George W. Bush, la "guerre contre le

terrorisme" (formule bizarre, le terrorisme n'étant pas une entité, mais une technique) comme le problème numéro un du monde, et de tout articuler de façon binaire autour de cette seule question.

Quel cadeau inespéré aux terroristes, qu'ils aient été capables d'atteindre ce niveau de nuisance et que cela soit reconnu par la première puissance mondiale ! Et quel simplisme ! Il fallait être implacable, et il faut continuer aussi longtemps que nécessaire, mais le faire discrètement.

Est-ce que, dès 2001, vous pressentiez une volonté américaine d'en "découdre" avec l'Irak et se profiler les futures tensions entre Paris et Washington (guerre de 2003) ?

Oui, c'était perceptible, avant même le 11-Septembre. Déjà au printemps 2001, lors d'un voyage à Washington pour rencontrer la nouvelle administration, j'étais revenu convaincu de la volonté de cette équipe - le vice-président Dick Cheney en tête - de s'en prendre à l'Irak dès qu'une opportunité et un prétexte se présenteraient. Et c'était évident à l'avance que la France ne pourrait y souscrire, sauf suivisme aveugle.

On le sait maintenant : dès le lendemain du 11-Septembre, Dick Cheney a convaincu George W. Bush, hésitant, d'attaquer l'Irak. Pays sans aucune responsabilité dans le 11-Septembre, mais cible idéale : régime détestable, indéfendable, accusable sans preuve des pires choses, assez fort apparemment pour que sa défaite lève l'humiliation américaine, pas assez pour ne pas pouvoir être facilement écrasé.

On a le sentiment que, avec ces attentats, la politique étrangère américaine est passée des mains des "réalistes" (Colin Powell, etc.) aux "néocons" (Paul Wolfowitz, Richard Perle, etc.). Quel jugement portez-vous sur cette prise en main ?

Il y avait eu au début de la présidence de George W. Bush des réalistes pondérés (Colin Powell), mais aussi des nationalistes durs voulant "finir le job", interrompu selon eux après la libération du Koweït (Donald Rumsfeld, Dick Cheney), des néocons "occidentalistes", et un président incertain sur son rôle et sa mission.

Après le 11-Septembre, il y a eu clairement une OPA complète des néoconservateurs sur la politique étrangère de George W. Bush, et même, Richard Perle - président du comité des conseillers du Pentagone - s'en vantait publiquement, un alignement sur la politique de la droite israélienne, le Likoud. Mais cela dit, la conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, était déjà sur cette ligne au printemps 2001 à propos du Moyen-Orient.

A mes yeux, il en est résulté la plus mauvaise politique étrangère américaine depuis la fondation des Etats-Unis, la plus intelligente ayant été celle d'Harry Truman, de Marshall, de Dean Acheson après la guerre pour concevoir une stratégie de longue durée envers l'URSS : dissuasion, fermeté, ténacité et patience face à la menace soviétique, sans reconquête ni aventurisme. Cette politique tenace fut poursuivie jusqu'à la fin de la guerre froide avec succès, à la grande fureur des "faucons", ancêtres des néoconservateurs, qui voulaient en découdre sans attendre la chute de l'URSS.

Je crois que, s'ils avaient été encore au pouvoir, Bill Clinton et Madeleine Albright auraient renversé les talibans, mais pas fait la guerre en Irak, et Al Gore non plus, et essayé d'arracher la paix au Proche-Orient. Cela reste l'honneur de la France de ne pas avoir participé à la guerre en Irak et d'en avoir dénoncé l'imposture.

Comment, selon vous, le monde s'est-il recomposé après le 11-Septembre : qu'est-ce qui, dans la confrontation avec l'intégrisme islamique, a occulté la montée en puissance des émergents ?

Il ne s'est pas recomposé après. Il était déjà en pleine recomposition. La politique manichéenne de Bush a détourné l'attention des Occidentaux des véritables enjeux stratégiques, et gaspillé leur énergie à un moment décisif. Oui, les terroristes doivent être impitoyablement traqués, surveillés, neutralisés. Oui, il faut s'en protéger et ne jamais baisser la garde.

Mais de toute façon ils ne peuvent pas gagner, ils s'épuiseront, et le vrai enjeu est ailleurs, c'est : quelle stratégie de la part des Occidentaux pour gérer le passage de leur statut monopolistique, qu'ils détiennent depuis plusieurs siècles, à un pouvoir partagé avec les nouvelles puissances, de façon à garder un leadership, même relatif ?

C'est bien ce qui se joue dans le G20, et tous les jours sur le terrain de l'économie. Il peut y avoir des chocs entre l'Islam et l'Occident, de part et d'autre des petits groupes jouent la politique du pire, mais la vraie bataille contre l'intégrisme islamique se mène, et sera gagnée, à l'intérieur du monde musulman. Et le vrai enjeu, je le répète, c'est l'Occident et les pays émergents.

Est-ce qu'aujourd'hui la séquence dite du "printemps arabe" marque la fin d'une ère ouverte en 2001 ? Est-ce que l'Amérique elle-même est sortie du 11-Septembre (victoire de Barack Obama, crise financière de 2008, etc.) ?

Je pense que l'Amérique a pris conscience qu'elle est confrontée pour longtemps à d'autres défis, plus réels, et plus stratégiques. Sinon, Barack Obama n'aurait pas été élu. Cela dit, si l'intelligence de Barack Obama est éclatante, cela risque de ne pas suffire et pourrait même être un handicap pour lui, pour nous, s'il n'est pas plus pugnace.

Il nous faudrait un deuxième mandat de Barack Obama, plus musclé face à Wall Street, ou pour la paix au Proche-Orient, et sur la monnaie. Je pense néanmoins qu'il peut être réélu, surtout s'il a en face de lui un candidat républicain extrémiste.

Quant au début de la démocratisation dans le monde arabe - processus long et aléatoire - , il n'est pas à relier au 11-Septembre. C'est une tentative courageuse et prometteuse de sortir d'une longue régression autoritaire et stérile, beaucoup plus ancienne dans l'histoire des pays arabes puisqu'elle remonte à l'échec de la modernisation tentée au XIXe siècle et au début du XXe siècle. Notre intérêt est qu'elle réussisse.

Gaïdz Minassian et Nicolas Weill

*Hubert Védrine est ancien ministre des affaires étrangères.